

Andry Rajoelina à la BBC :

Omer Beriziky remplit les conditions de la Feuille de route

Madagate – 31/10/11

Antananarivo, le 29 octobre 2011. Monsieur le Président, merci d'accueillir BBC Afrique à Madagascar. Merci d'accepter de répondre aux questions des auditeurs de BBC Afrique qui sont partout sur le continent africain mais aussi, qui écoutent la BBC Afrique ici à Madagascar en FM, à Tanà, à Toamasina et aussi à Fianarantsoa.

Monsieur le Président, vous venez de passer deux ans et demi au pouvoir. Quel est votre bilan ?

Comme vous l'avez dit, cela fait deux et demi que je suis à la tête de ce pays. Malheureusement, ça n'a pas du tout été facile parce que nous sommes dans un « contexte exceptionnel », comme on dit. Nous sommes dans la Transition, à la recherche d'une sortie de crise. Je peux dire qu'on a pu, quand même, tenir le pays malgré les restrictions internationales. Pour conclure, on n'a pas eu d'aides budgétaires et/ou de financements extérieurs. Bien au contraire, on a pu honorer notre dette et faire fonctionner normalement et comme il faut ce grand pays.

Et qu'est-ce qui vous a permis de tenir malgré la difficulté et le parcours qui pesaient contre Madagascar ?

Diriger un pays, premièrement, réclame beaucoup de choses : critères et qualités. Donc, il faut avoir la foi, la conviction. Mais j'ai des collaborateurs, des ministres qui sont à la hauteur de l'attente du peuple malgache, pour n'en citer que le Ministre des Finances qui a bien su gérer, comme il faut, les finances publiques. Ce sont tous ces atouts qui font qu'on a pu tenir.

Alors Monsieur le Président, actualités obligent. Après plusieurs mois de négociations, la Feuille de route de sortie de crise est plus ou moins respectée. Vous avez procédé, hier, à la nomination d'un Premier Ministre, Omer Beriziky, parmi plusieurs candidats. Dites-nous : pensez-vous que c'est l'homme de la situation ?

La nomination du Premier Ministre a été clairement précisée dans la Feuille de route ainsi que les critères : le Premier Ministre ne devrait pas provenir de la même province que le Président de la Transition ; le Premier Ministre ne devrait pas être de la plate-forme qui soutient le Président. Ce sont les critères qui dictaient la nomination de ce nouveau Premier Ministre.

Justement Monsieur le Président, sans vous couper la parole, la Mouvance Ravalomanana a déjà annoncé qu'elle n'acceptait pas le Premier Ministre que vous avez nommé. Bien évidemment, ils sont ouverts aux discussions mais ils estiment qu'il appartient à un parti de la plate-forme de la mouvance présidentielle.

Si on lit la Feuille de route, ce n'est inscrit nulle part que le Premier Ministre devrait appartenir à telle ou telle mouvance. Il y est inscrit qu'il faut un Premier Ministre de consensus. En plus, j'ai moi-même, rajouté un Premier Ministre neutre. Et je pense que le Premier Ministre que je viens de nommer, Omer Beriziky, remplit complètement ces conditions.

Un Premier Ministre qui remplit toutes les conditions. Il y en a d'autres qui ont été recalés. Quels sont les grands défauts que vous avez trouvés chez les candidats que vous n'avez choisis ?

Moi, je trouve que chacun a vraiment la volonté de participer au développement de ce pays. Je ne peux pas citer leurs défauts. Par contre, en ce qui concerne le Premier Ministre que j'ai nommé, je peux citer ses qualités entre autres, sa droiture, c'est quelqu'un d'intègre. Je pense qu'il n'a jamais été mêlé dans la mauvaise gestion ou impliqué dans des « dossiers sales », comme on dit. C'est un Premier Ministre qui correspond, et je le pense aussi, à l'attente du peuple malgache et de la Communauté Internationale. Nommer un Premier Ministre venant de l'opposition n'a pas du tout été facile pour moi. Mais si c'est pour mettre fin à la crise que traverse le pays, il faut faire un choix, il faut avancer. Et c'est pour cette raison que je l'ai nommé.

Et puisqu'on parle du processus de sortie de crise, cela dure depuis plusieurs années, deux (02) ans. Monsieur le Président, vous avez refusé d'aller à Maputo, à Addis-Abeba, à Pretoria, finalement vous y êtes

allé. Avez-vous le sentiment d'avoir été forcé ? Madagascar est malade, partout dans le monde, là où il faut chercher des médicaments pour soigner le pays, je suis prêt à y aller ».

C'est pour cette raison que je n'ai pas hésité à participer à ces réunions pour trouver un accord, pour guérir Madagascar et pour le peuple malgache, pour résoudre les problèmes.

Et où va-t-on à partir d'aujourd'hui ? Quel est l'avenir de Madagascar ?

Pendant plus de deux ans et demi, comme vous l'avez dit tout à l'heure, on a perdu beaucoup trop de temps pour arriver à un accord afin de mettre fin à la crise politique malgache. A l'heure actuelle, je pense que les choses ont beaucoup évolué parce que la Feuille de route est soutenue par la Communauté Internationale, en général. Elle a été entérinée et validée par les Nations Unies, l'Union Africaine et l'ensemble des pays membres de cette Communauté Internationale. Donc, l'application de cette Feuille de route nous mènera sûrement vers l'organisation d'élections libres et transparentes. Et c'est l'attente du peuple malgache.

Monsieur le Président, comme je l'ai dit au début de cette émission, nous avons beaucoup de questions de la part des auditeurs. Il y a un auditeur de Guinée, Boubakar Ba, qui se demande ce qui retarde les élections dans la mesure où vous ne comptez pas vous présenter. N'est-ce pas une manière de garder le pouvoir ?

Pas du tout. Depuis le début de la crise politique, depuis le début de la Transition, j'ai annoncé qu'il serait mieux et bien pour Madagascar d'écourter cette Transition. J'ai évoqué à plusieurs reprises ma volonté de mettre fin à la crise en organisant des élections. Mais votre question a été, pourquoi on n'a pas pu organiser ces élections ? Ce n'est pas pour qu'on reste plus longtemps au pouvoir, bien au contraire, mais nous voulons que les élections soient acceptées par tous. J'entends par « acceptées par tous », par le peuple malgache, par la Communauté Internationale et aussi par les acteurs politiques, choses qu'on n'a pas pu avoir jusqu'ici. Et à l'heure actuelle, avec la Feuille de route, cela nous permet d'organiser des élections. Donc, à partir de maintenant, nous avons des objectifs bien précis et de missions bien claires, c'est-à-dire qu'on va organiser les élections le plus tôt possible.

Donc, selon vous, avec l'application de cette Feuille de route, Madagascar revient sur la scène internationale. Mais, Monsieur le Président, peut-on tout attendre de la Communauté Internationale ?

On ne peut pas organiser les élections si elles ne sont pas cautionnées par la Communauté Internationale. Comment voulez-vous qu'un Président soit élu et que la Communauté Internationale ne reconnaisse pas ce Président ? Je dirais que ça ne résout pas le problème. Ce que nous attendons de la Communauté Internationale, c'est un accompagnement. Maintenant, je pense que les éléments sont rassemblés. Et notre attente, par rapport à la Communauté Internationale, c'est aussi qu'elle aide le peuple malgache pour atteindre les objectifs du millénaire. On a besoin d'accompagnement et d'aides tant techniques que financières.

Monsieur le Président, si vous le permettez, on va revenir sur ce que vous faites pour le peuple malgache depuis deux ans et demi. Mais dernière question, peut-être sur la Feuille de route qui est en train de se mettre en application. Quel sera le rôle des militaires dans la gestion de la Transition ?

Les militaires, pas tout simplement dans la Transition, servent à protéger le peuple malgache et la souveraineté nationale. Donc, les militaires sont là pour accompagner. Les militaires, je tiens à préciser, ne font pas de politique mais ils peuvent servir comme balises. Les militaires peuvent bien accompagner le processus.

Et les anciens Chefs d'Etat malgaches, vont-ils, tous, participer à ces élections ?

Si la loi le permet pourquoi pas ? C'est leur décision.

Une question d'un auditeur du Cameroun. Monsieur le Chef de l'Etat, ne pensez-vous pas que laisser participer l'ancien Chef de l'Etat Marc Ravalomanana est un premier signe de votre volonté de sortir de la crise ?

Moi, personnellement, j'ai toujours prouvé ma volonté et surtout ma bonne foi et ma bonne volonté pour ce grand pays et pour le peuple malgache. En ce qui concerne l'ancien Président, vous savez autant que moi, qu'il est condamné et que des gestes irresponsables peuvent coûter chers. Vous savez que le 7 février 2009, une cinquantaine de jeunes innocents ont été tués froidement. Je ne parlerais pas des malversations et des détournements que l'ancien Président a perpétrés durant son mandat. Mais en gros, l'ancien

Président est condamné par la Justice malgache. Ce n'est pas moi qui l'empêche de se présenter aux élections, mais c'est la loi et la Justice.

Parlons maintenant de ce que vous avez fait pour le peuple malgache et je commence par une question d'un auditeur, toujours du Cameroun. Depuis votre accession au pouvoir, qu'est-ce que vous avez fait pour le peuple malgache sur le plan économique et social ?

En tant que dirigeant, il est de notre devoir de soutenir et d'accompagner le peuple malgache pour résoudre ses problèmes quotidiens. Il existe plusieurs programmes -bien que nous soyons dans une transition et dans la crise- pour soulager la vie de tous les jours. Je ne citerais que la mise en place de ce qu'on appelle « tsenamora » dans les quartiers les plus vulnérables. Il s'agit d'une centrale d'achat où les couches vulnérables peuvent acheter des produits de premières nécessités (PPN) à bas prix : du riz, de l'huile, du sucre, etc. Cela, c'est important. Par ailleurs, vous savez autant que moi qu'à Madagascar, le taux de chômage est très élevé. Donc, il faut vraiment alléger les souffrances de mon peuple.

Et vous pensez vraiment que permettre aux Malgaches d'acheter des produits de premières nécessités à bas prix va aérer l'inflation ?

C'est mieux que rien. Aujourd'hui, je pense qu'il faut surtout créer de l'emploi mais on ne peut pas le faire immédiatement. Il y a des choses qu'on peut résoudre immédiatement et il y a des choses qu'on ne peut pas réaliser tout de suite. C'est pour cette raison que nous avons mis en place des grands projets, comme la construction des hôpitaux. Vous savez qu'à Madagascar, les premiers hôpitaux ont été construits vers les années 1924 jusqu'en 1960. Or, il est crucial que les Malgaches se soignent normalement. C'est seulement maintenant que nous avons construit des hôpitaux dans les grandes villes de Madagascar. Actuellement 90% des travaux sont en phase de finition. Nous avons aussi mis en place, un programme en cours, la construction de salles de classe un peu partout à Madagascar pour que les jeunes puissent accéder à l'éducation.

Et puisque vous parlez de l'école. Monsieur le Président, en discutant avec des Malgaches en arrivant à Tanà, on m'a informé d'un phénomène, qui est la déscolarisation. Apparemment, les écoles malgaches se vident. Que se passe-t-il ?

C'est vrai, actuellement les signaux sur le plan social sont au rouge. Les écoles, surtout à la campagne, se vident comme vous l'avez dit, parce qu'il y a un problème de chômage comme je l'ai dit. Les gens n'ont plus les moyens d'envoyer leurs enfants à l'école. Parce qu'ils ne mangent plus qu'une fois par jour, le matin. Par ailleurs, leurs enfants doivent faire plusieurs kilomètres (3, 4 et même 5 km) avant d'arriver dans les salles de classe. C'est pour cette raison que nous envisageons d'instaurer des cantines scolaires. Et pourtant, cela nécessite beaucoup de financements que l'Etat malgache ne pourra pas mettre en place sans l'aide de la Communauté Internationale. Donc, ce phénomène est dû à ce problème de manque de moyens et de ressources financières pour la majorité des foyers à Madagascar.

Et tout à l'heure, Monsieur le Président, vous évoquiez la construction d'hôpitaux à travers le pays. Le budget alloué au secteur de la santé a été réduit de presque 30%. Comment remédier à cette situation ?

Non. Bien au contraire. Justement, je viens d'en parler au Ministre de la Santé. Mais on y a intégré les investissements, parce qu'il y avait eu des priorités que nous avons mis en place, dont la construction des infrastructures et l'équipement des hôpitaux. Cela signifie qu'en termes de budget, nous sommes dans les normes internationales et nous avons même atteint l'objectif par rapport à ce qui est imposé par les Nations Unies. Mais tout ce qui est fonctionnement, effectivement, là, ça n'a pas du tout bougé.

Monsieur le Président, vous avez un potentiel touristique énorme dans ce pays. Au niveau de la formation, les écoles manquent. Comment relancer l'économie sans lui donner des frais et taxes ?

Madagascar est un grand pays qui a beaucoup de potentiels. C'est vrai. Maintenant, beaucoup d'efforts restent à faire pour le développer en passant par la formation de la jeunesse, et aussi l'ouverture de Madagascar aux investisseurs. Dans le domaine du tourisme, depuis tout le temps, il y a de rideau de fer à Madagascar parce qu'on n'a pas du tout facilité l'accessibilité de ces investisseurs à venir investir à Madagascar. Prenons juste un exemple : si un investisseur vient à Madagascar pour investir dans le secteur touristique, il doit payer les taxes qui montent jusqu'à 40% actuellement (20% de TVA et 20% de droit de douanes). Comment voulez-vous que les investisseurs viennent à Madagascar pour y investir ? Ils vont investir ailleurs, là où il y a plus d'ouverture ou plus d'allègement fiscal. C'est pour cette raison que nous avons mis en place un grand projet. Malheureusement, on ne peut pas le réaliser maintenant, pendant cette Transition. Il s'agit du projet « Résidence des résidents ». C'est-à-dire construire en un an et demi plus de 20

000 habitations de luxe où les étrangers pourront vivre et acheter des biens à Madagascar exemptes de taxes. Cela une chose. Par ailleurs, Madagascar est composé de jeunes. 70% de la population malgache ont moins de 35 ans. Mais ces jeunes n'ont pas du tout été accompagnés. Cela signifie qu'il y a un réel besoin de formations et d'accompagnement pour le développement de ce pays.

Et puisque nous parlons d'économie et c'est vous qui le dites, il faut absolument que Madagascar puisse accueillir beaucoup d'investisseurs. Et je crois savoir, Monsieur le Président, que vous avez décidé, du moins pour le moment, de bloquer les permis d'exploitation minière. Pourquoi avez-vous pris cette décision ?

Le peuple malgache est très attaché, je dirais, à la richesse qui lui appartient. Et justement, il faut mettre en place des règles qui puissent créer des richesses, par notre propre richesse. Ainsi, j'ai personnellement donné l'ordre de stopper l'autorisation d'exploitation dans le secteur minier à Madagascar, pour enrayer toute cette gabegie où les règles du jeu ne sont pas du tout claires. Vous savez, avec uniquement nos richesses naturelles, nous pourrions changer ce pays, le développer effectivement. Dans le monde entier, les règles internationales précisent que les investisseurs doivent payer entre 5 et 10 dollars par tonne, selon la variation et la valeur de chaque produit minier. Mais à Madagascar, ce n'était pas encore le cas et ce n'est toujours pas le cas. Donc, nous sommes en train d'élaborer un cadre juridique afin que les investisseurs puissent investir en toute transparence vis-à-vis du peuple malgache, de l'Etat et d'eux-mêmes. Je suis convaincu, je suis persuadé qu'en partant sur de bonnes bases en ce qui concerne ces investissements, ce pays décollera et nous pouvons vraiment réduire la pauvreté à Madagascar.

Mais l'arrivée de cette mesure ce sera pour quand ?

Dans la Feuille de route, il est stipulé que tout ce qui est octroi de licence est suspendu jusqu'à la fin de la Transition. Je pense qu'après les élections présidentielles, après l'instauration d'un nouveau Gouvernement, tout cela sera levé et Madagascar va s'ouvrir aux investisseurs internationaux et qu'ils puissent investir tranquillement dans ce beau pays.

Puisque nous parlons d'économie, parlons de ce bois précieux de Madagascar. Le bois de rose s'exploite de façon sauvage et les écologistes dénoncent cet état de fait. Monsieur le Président, qu'en savez-vous aujourd'hui ?

C'est vrai qu'on parle beaucoup de nos bois précieux. Je peux vous dire que depuis des années, l'exploitation a été autorisée par les régimes qui se sont succédés. Mais nous, dans la Transition -moi personnellement-, nous avons pris la décision en Conseil des Ministres l'interdiction de coupe, d'exploitation et d'exportation de bois de rose à Madagascar. Je suis contre la destruction de l'environnement. Bien au contraire, il faut reboiser et protéger cette richesse. La presse, la radio partout dans le monde font allusion à des traffics. On en parle beaucoup, bien évidemment, parce que c'est interdit. Certes, certains font du trafic et c'est donc un combat de longue haleine. Mais je peux vous dire que nous avons pu quand même saisir plus de 20 000 rondins à l'heure actuelle. 10 à 30% ont été exportés illicitement. Il faut donc revoir les règles dans ce domaine. Actuellement, l'Etat a déjà annoncé que tous les bois précieux saisis appartiennent au peuple malgache. Nous allons donc les mettre en vente au compte de l'Etat.

Justement, vous allez les vendre pour le compte de l'Etat et je pense que vous avez déjà lancé le décret national de mise en vente. Pourquoi vendre ces bois précieux aux étrangers alors que les malgaches en ont, peut-être besoin ?

Les Malgaches n'en ont pas besoin. Les Malgaches ont besoin de financements pour construire des infrastructures (routes, hôpitaux, écoles, etc.). Ce qui est malheureux, c'est qu'on doit protéger notre patrimoine que d'autres s'amuse à détruire. On n'a pas les moyens de transformer ces bois en meubles ou autres.

Vous n'avez pas le moyen de faire venir des exploitants étrangers pour aider l'artisanat malgache à transformer ces bois, ici, sur place ?

C'est envisageable. Mais ce sont des choses qu'on ne pourra pas mettre en place dans l'immédiat.

Monsieur le Président, une autre question d'un auditeur. A l'instant même, vous avez parlé des élections à venir pour mettre fin à cette Transition qui a duré longtemps. Un auditeur qui nous écoute ici à Madagascar, Alain Hugues Rabarijaona, demande pourquoi y a-t-il toujours des prisonniers politiques à Madagascar. La Feuille de route stipule, je le cite « le retour sans condition de Ravalomanana ». C'est une question qui revient encore. Mais parlons tout d'abord de ces prisonniers politiques ici à Madagascar.

Il ne faut pas confondre « prisonnier politique » et « délinquant politique ». Je m'exprime. On respecte la loi et je pense que les gens qui ont concocté des coups d'Etat ne sont pas des prisonniers politiques. Des gens qui ont essayé de détruire les biens d'autrui en manifestant leurs idées politiques ne sont pas des prisonniers politiques. Moi je suis pour la démocratie. Depuis maintenant deux ans et demi que je suis à la tête du pays, c'est pour la première fois, à Madagascar, que les journalistes peuvent critiquer ouvertement un Président de la République. Depuis la Transition, le nombre des supports de la presse écrite a augmenté de 50%. Cela en l'espace de deux ans et demi seulement.

Et la presse radio a aussi augmenté, bien évidemment. A quoi est due cette floraison de radio et de journaux ?

C'est le prix et le revers à payer de la démocratie parce que maintenant, tout le monde dit ce qu'il veut et dit ce qu'il pense et parfois ça passe au-delà de la démocratie. Mais nous sommes prêts à encaisser les critiques et aussi à écouter l'opinion des autres.

Est-il permis aujourd'hui à tout le monde d'ouvrir un journal ou une radio et obtenir une licence le lendemain du dépôt de la demande ?

Je pense qu'en matière d'audiovisuelle, c'est règlementé parce qu'il y a trop de radios et de télévisions. Mais la presse écrite est libre. Si vous voulez créer BBC journal, par exemple, vous pourrez avoir l'autorisation même dans quelques jours. Par ailleurs, je peux vous dire que c'est l'opposition qui a beaucoup plus de supports de presse écrite que nous, au pouvoir.

Monsieur le Président, je sais que vous avez un programme chargé, mais il y a une question d'un auditeur de Guinée. Monsieur le Président, vous prônez la Démocratie mais vous ne voulez pas la participation de vos prédécesseurs aux élections. Et la prochaine question, allez-vous vous présenter aux prochaines élections ?

Concernant l'ancien Président, j'ai déjà répondu tout à l'heure, comme quoi, il était condamné par la Justice et ce n'est pas moi qui l'empêche de se présenter mais c'est la Justice qui l'en empêche. Concernant ma candidature, il ne faut pas mettre la charrue avant les bœufs. Chaque chose en son temps. Actuellement, ce qui est important et primordial pour moi c'est d'aller au chevet des plus faibles et surtout, à l'heure actuelle, c'est de mettre en place les institutions stipulées dans la Feuille de route. En gros, la priorité est l'application de la Feuille de route.

A quoi ressemblera le prochain Gouvernement qui sera mis en place par le Premier Ministre, Omer Beriziky ?

Tout est stipulé dans la Feuille de route. Je pense que ce Gouvernement appelé « Gouvernement d'Union Nationale » devrait avoir la participation des parties prenantes signataires de la Feuille de route et il y aura aussi le partage de postes équitablement à travers les signataires. Nous allons demander aux signataires de présenter une liste de personnalités à partir de laquelle le Premier Ministre et moi-même, nous allons former ce nouveau Gouvernement qui va emmener vers des élections libres et transparentes.

Une dernière question d'un auditeur de Cameroun. Monsieur le Président, que pensez-vous de la situation en Lybie et la mort du Colonel Kadhafi ?

La mort de Kadhafi a été une triste fin car c'était un grand homme, un grand leader. Il ne méritait pas, à mon avis personnel, d'avoir fini sa vie ainsi. Mais je suis pour la Justice. Je suis pour la Justice judiciaire mais je suis contre la Justice des armes. La question que je me pose : « est-ce qu'il n'y avait pas d'autres moyens ? ». C'est ce que je peux dire. Comme je l'ai toujours dit, je suis contre l'utilisation d'armes venant de qui que ce soit. Je pense que l'erreur de ce grand leader a été d'avoir tiré sur son peuple. Mais la question qui se pose aussi à la Communauté Internationale est : « n'y avait-il pas d'autres moyens que de le laisser tuer ainsi ? Est-ce qu'il n'y avait pas un moyen de le juger et de négocier afin qu'il soit jugé et emmené devant la Justice ? ».

Une dernière question Monsieur le Président. Avec la mise en application de la Feuille de route de sortie de crise, je suppose que vous envisagez de sortir de Madagascar et d'aller à la rencontre du monde. Quelle sera votre prochaine destination ? Quel est le prochain pays que vous allez visiter ?

Je pense qu'actuellement, on va surtout se rapprocher des bailleurs de fonds pour pouvoir débloquer les fonds nécessaires. Dans mon programme figure la rencontre avec des responsables du FMI, de la Banque

Mondiale, de l'AFD, de l'Union Européenne. Nous sommes en tractation actuellement et nous aurons la réponse d'ici quelques jours.

Il n'y a que deux ans et demi que vous êtes au pouvoir. Qu'est ce qui vous a plus plu ?

Nous avons vécu des moments très difficiles... Nous avons prôné le changement. Ce changement a été matérialisé par l'expression du peuple malgache à travers le Référendum. Ce qui restera graver dans mon cœur, c'est le jour du 11 décembre 2010 où nous avons promulgué la nouvelle Constitution de la Quatrième République. Cela veut dire que nous avons atteint notre objectif de mettre en place une nouvelle République à Madagascar.

Merci Monsieur le Président !

Merci !

Source : <http://www.madagate.com/politique-madagascar/dossier/2112-andry-rajoelina-a-la-bbc-omer-beriziky-remplit-les-conditions-de-la-feuille-de-route.html>